

# LE MONDE EST EN FOLIE!...

1985, quarante ans après

Quarante ans après les catastrophiques événements d'*Hiroshima* et de *Nagasaki*, le monde pensait que tout était fini. Pourtant, 40 ans plus tard, plus de 150 guerres ont été déclenchées un peu partout à travers le monde et plus de 26 millions de personnes y ont laissé leur vie. Pour plusieurs, elles furent des guerres de libération nationale (indépendance), pour d'autres ce sont des guerres que les supers grands se livrent par pays interposés. Pensons à la guerre du canal de Suez, à la guerre de Corée, à la célèbre guerre du Vietnam, aux guerres israélo-arabes, etc... Encore aujourd'hui des guerres se poursuivent : U.R.S.S. — Afghanistan, U.S.A. — Nicaragua.

## Il faut s'armer

Les deux supers grands placent le monde dans une dynamique de guerre. La course aux armes s'accélère et les marchands de canons frétilent. Non satisfaits de leur capacité guerrière, ces derniers forcent leurs alliés, autant ceux du Pacte de Varsovie que ceux de l'OTAN à faire comme eux. Il faut

s'armer, l'ennemi est puissant. À lui seul, le dernier-né des projets guerriers, «La guerre des étoiles» ne manque ni de culot ni d'audace. Pendant ce temps, le *Tiers-Monde*, lui, fait la guerre : guerre à la pauvreté, guerre aux pilliers de richesses, guerre aussi à l'impérialisme yankee et soviétique. Les peuples afghan, nicaragéen, libanais, cambodgien, érythréen, etc... n'en finissent plus de mourir.

## La masse monétaire disponible pour la construction d'armes

Les grands complexes militaro-industriels des pays producteurs d'armement s'agrandissent. Les investissements dans ce secteur ne manquent pas. La masse monétaire disponible pour la construction d'armes nucléaires, d'armes chimiques ou d'armes conventionnelles foisonne. Pendant ce temps la faim dans le monde s'agrandit, et des pays sous-développés ont toutes les misères du monde à trouver l'argent pour nourrir leur population. À elles seules, les dépenses militaires mondiales représentent plus du double des dépenses publi-

ques pour la santé et sont supérieures aux dépenses de l'éducation. Pas surprenant non plus de voir plus de la moitié des physiciens et des ingénieurs dans le monde travailler pour les besoins de la défense.

## La capacité nucléaire peut détruire plusieurs dizaines de fois la planète.

En effet c'est plus de 800 milliards de dollars qui sont dépensés annuellement pour des armes. Pour leur part, les Américains disposent d'un budget pour la défense de plus de 325 milliards de dollars par année. Pourtant, à elle seule, la capacité nucléaire existante peut détruire plusieurs dizaines de fois la planète. Il faut croire que ce n'est pas suffisant. Les pays qui possèdent l'arme nucléaire augmentent leur capacité alors que d'autres cherchent à l'obtenir.

## Il nous faut sortir de cet enclos

À écouter le Président Ronald Reagan, il n'y a pas d'autres choix. Les États-Unis font face à l'empire du mal; il faut se protéger contre Satan et sa

gang. Aussi, l'Amérique court-elle pour soutenir les «démocraties» guatémaltèque, haïtienne, philippine ou encore instaure cette même démocratie à St-Domingue, au Chili, à la Grenade. Actuellement elle met tout en œuvre pour l'instaurer au Nicaragua, ce dernier petit pays (2.5 millions d'habitants) étant une menace pour la sécurité nationale américaine. Ils sont farouches ces américains! Encore au nom de la liberté, de la démocratie, il nous faut protéger les noirs sud-africains contre eux-mêmes. Il ne faut en aucun moment changer les politiques américaines face à l'apartheid de peur de pénaliser cette même population.

Quant aux Soviets, c'est au nom de l'égalité et de la fraternité que l'on supporte l'Éthiopie pour encercler le peuple érythréen; c'est au nom aussi de l'égalité et de la fraternité qu'ils envahissent l'Afghanistan ou encore menacent le peuple polonais.

Décidément, nous vivons dans un monde en folie. *Il nous faut nous sortir de cet enclos.* Travailler pour un monde de paix devient de plus en plus urgent.

Septembre 1985

SPÉCIAL  
SUR  
LE DÉSARMEMENT

FNEEQ



INFO-FNEEQ

Publié par la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec

VOLUME 4 NO 1

## ... ET LE CANADA AUSSI

«Le Canada est spécial : il n'existe probablement pas de pays non communistes où les crédits de la défense nationale fassent l'objet de si peu de débats sur la place publique».

Françoise Côté dans La Presse  
4 février 1984

### Une p'tite folie : 10 milliards par année

Cela étonne quand on sait quelle rigueur économe les parlementaires, les universitaires et les journalistes déploient lorsqu'il s'agit de voter les crédits consacrés à l'éducation, à la santé, au troisième âge et aux services sociaux. Mais après tant de coupures et d'économies, le pays peut bien se payer

une «p'tite folie». Coût : 10 milliards de dollars par année, soit environ 10% du budget national! Tout indique que cela ira en augmentant : la force oblige!

### Des amis coûteux

Si nous avons des ennemis «dangereux», nous pouvons penser que nous avons aussi des amis «coûteux». Lorsqu'on s'interroge sur la nécessité de faire de telles dépenses militaires, on se heurte à des raisonnements en béton «armé». Tout cela semble si raisonnable.

D'abord, le Canada doit assurer la souveraineté de son territoire contre d'éventuels ennemis. Pourtant, les menaces récentes à cette souveraineté viennent plutôt de nos amis; que l'on pense seulement à l'incident du Polar Sea, au projet de «guerre des Étoiles» de Reagan et aux essais des missiles Cruse en sol canadien.

Ensuite, le Canada doit assurer la défense de l'Amérique du Nord conjointement avec les États-Unis. Tout compte fait (10 milliards) nous avons des voisins bien gênants, qui ont su nous créer des obligations en matière de défense nationale en intégrant notre territoire et nos forces armées à leur propre système de défense.

Le Canada doit également, avec les autres pays de l'OTAN, défendre la liberté, et la démocratie contre les méchants C...

Enfin il y a aussi la participation des Forces armées canadiennes aux opéra-

tions de maintien de la paix dans le monde. Cela nous fait oublier tout le reste et flatte l'orgueil national. Pensez donc! Les gendarmes de la paix, s'il ne s'agissait que de cela...

### Complicité oblige

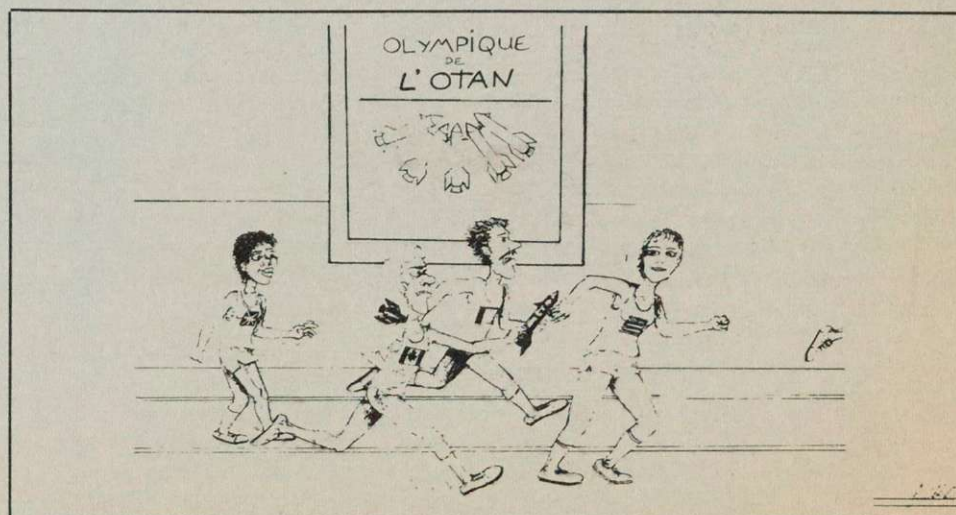
L'intégration de notre politique de défense à celle des U.S.A. est supportée par l'intégration des complexes militaro-industriels canadien et américain. Le «Défense Production Sharing Agreements» conclu entre les deux pays lie l'activité de l'industrie militaire canadienne à celle des U.S.A. Parce que nous sommes devenus les sous-traitants de l'industrie militaire américaine, nous sommes également devenus les complices obligés des aventures militaires américaines. Une partie du

budget canadien sert à subventionner l'industrie et la recherche militaires; les guerres conventionnelle, chimique, bactériologique et nucléaire font partie des préoccupations et des intérêts des industriels canadiens. Des noms?

Dans l'industrie : De Havilland, Canadair, Bombardier, Litton Systems, Marconi, Mitel RCA, CIL... et tant d'autres. Dans la recherche, pour le compte du ministère de la défense, les universités suivantes : Toronto, McGill et l'UQUAM ainsi que les entreprises suivantes : Bio-recherches de Ste-anne de Bellevue, O. Johnson d'Alberta, Physico-Medical Systems Corp. de Montréal, Moniteq de Toronto et trop d'autres. En somme, le Canada semble un pays plus menaçant que menacé.

### Sommaire

Un F-18 pour la paix	p. 2
Le comité national pour la paix : Qui est-il?	p. 2
Un F-18 pour faire des «folies» En acheter 138 au cas où...	p. 3
Fermer les usines?	p. 3
Non! Les transformer et les agrandir	p. 3
J'en veux un, rien qu'un	p. 4
Finies les folies	p. 4



## UN F-18 POUR LA PAIX

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que monseigneur Adolphe Proulx, madame Francine Fournier et moi-même nous sommes associés au projet «Un F-18 pour la paix». Nous avons bon espoir que ce projet fasse progresser la cause de la paix et du désarmement chez nous.

Le titre du projet peut surprendre : «les F-18, c'est pour la guerre...», direz-vous. Bien sûr. Mais nous voulons changer les choses.

### Qu'en est-il au juste?

Le projet «Un F-18 pour la paix» peut se résumer ainsi : les centrales syndicales CSN et CEQ, les groupes pacifistes, des groupes sociaux et des personnalités du monde scientifique, artistique, professionnel et religieux ont décidé de joindre leurs efforts pour exiger du ministère de la Défense canadien qu'il octroie un fonds de création d'emplois pour la paix de 62 millions de dollars.

Pourquoi 62 millions? C'est l'équivalent du coût d'un F-18. Selon le rapport du Vérificateur général pour l'année 1984, le prix d'un F-18, incluant l'entraînement, les pièces de rechange et l'entretien, est évalué à 62 millions de dollars pour la durée du programme. Le ministère de la Défense du Canada a commandé 138 de ces engins de guerre. À cela il faut ajouter les 6 frégates dotées de tous les derniers «gadgets» meurtriers imaginables.

Si l'on songe que le ministère de la Défense du Canada dispose actuellement d'un budget annuel de 10,3 milliards de dollars (source : Conseil du Trésor, 17 octobre 1984), notre demande de 62 millions pour financer une expérience populaire originale paraît assez modeste, tout compte fait.

### Des emplois pour la paix, c'est quoi?

Nous partons du principe que la condition nécessaire pour assurer la paix, c'est de promouvoir une justice économique et sociale à l'échelle mondiale et de reconnaître le droit de tous les peuples d'avoir part aux généreuses ressources de la terre. Nous devons travailler à l'avènement d'un ordre économique juste et équitable où la dignité humaine en harmonie avec la nature ne sera refusée à personne. Des emplois pour la paix, ce sont donc avant tout des projets qui viseront à satisfaire les besoins les plus urgents de l'humanité (soif, faim, respect de la dignité humaine, etc).

Le budget annuel de 10,3 milliards du ministère de la Défense du Canada permettrait à lui seul de construire 800 000 tracteurs pour le Tiers-monde, sans compter tous les emplois que la construction de ces tracteurs pourrait entraîner au pays. Nous sommes toutefois assez réalistes pour ne pas demander la fermeture du ministère de la Défense... Nous demandons seulement de pouvoir disposer d'un fonds relativement modeste permettant à la fois d'expérimenter de nouvelles façons de créer des emplois et de maintenir de bonnes relations avec les autres pays.

Le budget que nous réclamons du gouvernement fédéral servirait à financer des projets élaborés par des travailleurs et travailleuses, des chômeurs et chômeuses, des étudiants et des étudiantes, pour des activités d'éducation à la paix, pour des campagnes d'alphabétisation, des services de santé, des logements, des études en vue de la reconversion des usines d'armement, etc. En somme, les projets présentés devraient servir à satisfaire des besoins sociaux dans le Tiers-monde ou ici (car nous ne pouvons ignorer que de tels problèmes existent ici également).

### La menace du chômage?

La réduction des dépenses militaires créerait-elle le chômage? Parce que la Deuxième Guerre a servi à mettre fin à la grande dépression, beaucoup de gens croient que les dépenses militaires sont une arme efficace contre le chômage.

À l'encontre de cette perception une étude du Bureau of Labour Statistics du gouvernement américain indique qu'en 1984, un milliard de dollars créait de 11 000 à 16 000 emplois s'il était investi dans la fabrication de missiles, de 24 000 à 28 000 emplois s'il était investi dans le secteur militaire, de 28 000 à 30 000 emplois s'il était investi dans les contrats publics incluant les transports en commun, de 46 000 à 50 000 emplois s'il était investi dans la santé et de 50 000 à 60 000 emplois s'il était investi dans l'éducation.

Les investissements dans l'industrie de guerre sont donc loin d'être les plus rentables en termes de création d'emplois.

### La sélection des projets

Pour les représenter dans la négociation avec le gouvernement fédéral et pour

sélectionner les projets susceptibles d'être financés par le fonds de création d'emplois pour la paix, les organismes qui sont à l'origine de cette initiative ont formé un comité. Mgr Adolphe Proulx, madame Francine Fournier et moi-même (madame Claire Bonenfant), entièrement en accord avec les objectifs poursuivis, avons accepté de former ce comité.

### Une vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation

La revendication d'un F-18 pour la création d'emplois pour la paix sera appuyée par une vaste campagne de sensibilisation et de mobilisation.

Les instances de la CSN et de la CEQ ont déjà entériné le projet «Un F-18 pour la paix». Les différents groupes pacifistes en ont discuté et ont adhéré à l'idée. Des groupes sociaux et plusieurs personnalités ont fait de même.

Chacun dans son milieu, à sa façon, travaillera à sensibiliser ses membres et la population en général, afin d'obtenir l'appui le plus large possible à cette revendication. Quelques exemples :

- la CSN a déjà entrepris des débats et des recherches sur la possibilité de reconverter certaines usines d'armements en unités de production de biens et services socialement utiles.
- la CEQ, pour sa part, a inscrit dans un cahier pédagogique qui sera rendu public prochainement, des projets d'activités pédagogiques visant à sensibiliser les élèves de tous les niveaux au danger que représente la course aux armements et aux coûts sociaux qu'elle implique et à encourager les jeunes à poser des gestes d'appui à la campagne «Un F-18 pour la paix».
- dans le prolongement de leurs activités passées, les groupes pacifistes se sont engagés à diffuser de l'information et à mobiliser sur ce thème.

Un appel est lancé aux autres organisations syndicales et populaires, aux groupes de femmes, aux groupes de jeunes...

### Point culminant : les manifestations du 19 octobre 1985.

Le samedi 19 octobre 1985, journée internationale du désarmement, sera le point culminant de la campagne de sensibilisation. À cette occasion, les organisations représentées ici entendent tenir des manifestations dans huit régions du Québec (Montréal, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi, Rimouski, Baie-Comeau-Hauterive et Rouyn).

Toutes auront pour objectif d'exprimer de façon tangible l'adhésion populaire à la revendication d'un fonds pour la création d'emplois socialement utiles. La participation à ces manifestations devrait être suffisamment importante pour convaincre le ministère de la Défense du sérieux de la demande.

### Le concours d'affiches : un succès

Un premier indice de l'intérêt que suscite ce projet... est le succès du concours d'affiches pour illustrer le thème «Echanger un F-18 contre des emplois pour la paix».

Les universités et les cégeps spécialisés dans les arts ainsi que les groupes pacifistes et populaires ont été invités à présenter un projet d'affiche. Nous en avons reçu au total 39.

Comme vous vous en doutez, la sélection n'a pas été facile. Le choix du jury s'est finalement porté sur l'affiche réalisée par monsieur Danilo Bahamondes, un artiste de Montréal.

L'auteur s'est mérité un prix de 500 \$. Son affiche sera imprimée en plusieurs milliers d'exemplaires et sera diffusée dans tout le Québec. Quatre autres prix de 200 dollars ont été attribués à Louis Simon Chabot, 8 1/2 ans, de Montréal, Huguette Caron de Ste-Geneviève de Batiscan, Jean-Luc Trudel de Montréal et Denise Blais de Québec.

Toutes les œuvres présentées au jury seront utilisées pour une exposition itinérante dans diverses régions du Québec en septembre et octobre prochain.

### Un projet audacieux mais réaliste

Nous reconnaissons que notre projet est audacieux. Nous estimons cependant qu'il est réaliste. En tout cas, nous sommes tous déterminés à y investir beaucoup d'énergies afin de prouver aux gouvernements que le désarmement, ce n'est pas une mode passagère mais une préoccupation qui nous tient à cœur : l'enjeu c'est notre avenir et celui de nos enfants.

Claire Bonenfant

Membre du comité national pour la paix

## Le Comité national pour la paix : Qui est-il?

La CSN, la CEQ et l'ensemble des groupes pacifistes ont, d'un commun accord, décidé de former un comité indépendant des centrales syndicales et politiquement non partisan pour chapeauter la campagne d'éducation et de discussion sur la question de la paix et des emplois. Claire Bonenfant, qui a été présidente du Conseil du statut de la femme et maintenant commissaire à la Régie du cinéma, Francine Fournier, qui vient de terminer son mandat à la Commission des droits de la personne, et Mgr Adolphe Proulx, évêque du diocèse de Gatineau-Hull et président du comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec, ont accepté de constituer ce comité.

### Négocier un F-18 pour des emplois pour la paix

Les membres du comité national ont comme principale fonction de représenter les centrales syndicales et les groupes pacifistes dans la négociation avec le gouvernement fédéral. Advenant le succès d'une telle négociation, le comité aurait à sélectionner les projets qui pourraient être financés par le fonds de création d'emplois pour la paix.



Claire Bonenfant



Francine Fournier



Mgr Adolphe Proulx

## «Un F-18 pour faire des «folies» En acheter 138 au cas où...

Parmi les dépenses militaires du Canada, l'achat de 138 avions F-18 est l'une des plus spectaculaires. Au coût de 62 millions l'unité, cela fait plus de 9 milliards pour les seuls F-18. Cet achat, excellent exemple de l'in-

tégration des complexes militaro-industriels canadien et américain, est présenté à la population comme un impératif pour la sécurité du territoire canadien et aussi comme générateur d'emplois.

## Fermer les usines?(1)

Alors que le taux officiel de chômage est de 11,8% au Canada, et de 15% au Québec, toute production militaire est accueillie dans les usines comme ayant au moins l'avantage de conserver des emplois et de rappeler des travailleurs et travailleuses mis à pied. Parce que la Deuxième Guerre a servi à mettre fin à la grande dépression, une grande partie de la population pense toujours que les dépenses militaires sont une arme efficace contre le chômage.

Plusieurs économistes laissent d'ailleurs entendre que ce qu'il faut pour relancer l'économie des pays industrialisés, c'est encore plus de dépenses militaires. Cependant, depuis

1960, des recherches de plus en plus nombreuses démontrent que ce n'est pas le meilleur moyen de combattre le chômage. Même le gouvernement américain (voir page 9) admet que les dépenses militaires sont les moins efficaces pour régler le chômage. D'autres études viennent compléter ces résultats. Par exemple, à partir d'un modèle élaboré à l'Université Yale, Marion Anderson a estimé que chaque milliard de dollars dépensé dans le secteur militaire entraîne une perte nette de 9 000 emplois, comparativement au même investissement dans le secteur privé et à une perte nette de 35 000 emplois si l'investissement était fait dans le secteur public.

Récemment dans la revue *Misguided Expenditures*, l'économiste Gail Shields a comparé la création d'emplois

(1) Les Usines d'armements au Québec ou des emplois pour la paix publié par la CSN et CEQ p. 16-17.

## Non! Les transformer et les agrandir

La CSN, à son Congrès de 1982, a voté la résolution suivante : «Que la CSN s'inscrive dans la lutte pour le désarmement et la paix et particulièrement au sein des syndicats impliqués dans la fabrication d'armements où l'on pourrait étudier les possibilités de transformation de l'industrie de guerre en industrie civile». L'intention des congressistes n'était certainement pas qu'on ferme toutes les usines d'armements au Québec du jour au lendemain, mais plutôt d'amorcer une réflexion sur la reconversion de la production.

À la Fédération de la Métallurgie de la CSN où les travailleurs sont directement concernés, un débat en profondeur sur la conversion s'est réellement amorcé à l'automne 1984.

Ailleurs dans le monde, des centaines de militantes et de militants syndicaux ont commencé à travailler dans ce sens.

Un peu partout dans le monde, des travailleuses et des travailleurs luttent pour conserver leurs emplois. À la lumière des études qui

détruisent le mythe que la production militaire est bonne pour l'économie, ils cherchent d'autres avenues. Ce n'est pas là un travail facile. La plupart d'entre eux n'ont pas le droit de parole quand il s'agit de choisir la production de leur usine.

### L'exemple de Lucas

Le mouvement pour la reconversion de la production militaire en production socialement utile est un mouvement syndical audacieux et nouveau dans la lutte contre le chômage. C'est en Angleterre que les travailleurs et travailleuses sont allés le plus loin et ont imaginé plus de 150 produits alternatifs à la production militaire du complexe aérospatial où ils travaillaient.

Le complexe aérospatial Lucas comprend 17 usines employant 18 000 travailleurs en 1970. Étant donné la crise dans l'aéronautique depuis 1970, la compagnie cherche à se réorganiser et donne priorité au secteur de l'armement qui est pour elle très rentable. Les ventes d'avions militaires, de même que d'autres productions de ce type constituent plus de la moitié du chiffre d'affaire de la compagnie. Mais elle fait surtout des mises-à-pied massives : 4 000 entre 1970 et 1974. D'autres s'annonçaient.

Face à cette offensive plusieurs syndicalistes de la compagnie élaborent une stratégie d'un type

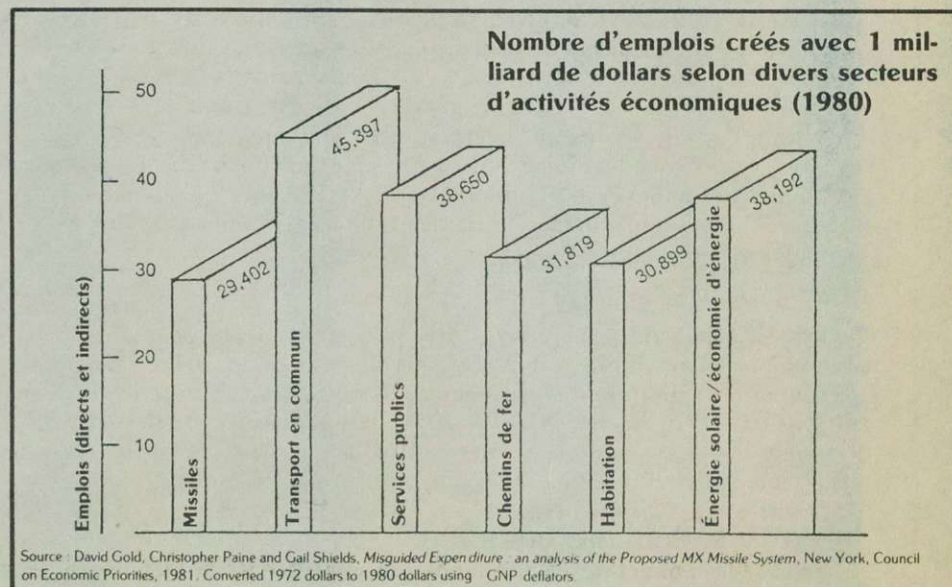
relié au missile MX avec celle qu'un même investissement aurait amené dans d'autres secteurs de l'économie. N'importe quelle des 5 autres possibilités étudiées était plus créatrice d'emplois que le projet du missile MX.

Plusieurs autres études des Nations Unies ou d'Allemagne et d'Angleterre confirment ces résultats.

En clair, cela signifie que les investissements militaires fournissent moins de travail que les autres investissements publics.

Oui, les dépenses militaires peuvent créer des emplois, mais ce que les politiciens et les marchands de canons ne nous disent jamais c'est que pratiquement n'importe quelle autre utilisation de ces sommes d'argent pourrait créer plus de travail.

Et si, pour créer des emplois, une société doit «investir» dans une industrie de destruction, il est temps qu'on s'interroge.



nouveau pour conserver leurs emplois et pour se prononcer sur l'utilité sociale des produits qu'ils fabriquent. Des regroupements très larges se mettent sur pied dans chacune des 17 usines comprenant des ouvriers, des cadres techniciens et des contremaîtres. En 1974, suite à plusieurs démarches infructueuses, l'idée d'un plan de reconversion leur vient. «C'est alors que nous avons pensé à une autre utilisation de nos capacités de travail et de la technologie très avancée de la compagnie», déclare Ernie Scarbrow, alors secrétaire du Comité Unifié de Concertation des délégués d'atelier.

À ce stade, le Comité consulte plus de 180 experts afin de trouver des produits alternatifs qu'on serait capable de produire à partir des machines-outils et de l'expérience des travailleurs. Ils n'ont reçu que trois réponses...

On décide alors de demander aux travailleurs de soumettre leurs propres idées. En même temps, le Comité consulte d'autres syndicats, des groupes populaires, des travailleurs et des bénéficiaires du secteur public afin de connaître les besoins non-satisfaits qui pourraient l'être grâce aux ressources et connaissances des travailleurs de Lucas.

Après plus de 18 mois d'effort, le Comité sort en janvier 1976 le Plan alternatif. Ce document riche de 1 200 pages contenant plus de 150 propositions venant des travailleurs et des techniciens est une explosion d'imagination créatrice et ce dans plusieurs domaines : recherches océanographiques, machines de télécommande, système de trans-

port, dispositif de freinage, sources d'énergie alternative et équipement médical.

Toutes ces propositions et particulièrement trois d'entre elles, produites expérimentalement démontrent que la reconversion est possible, que les travailleurs à la base sont déterminants dans la recherche de produits alternatifs et que toute la population autour des usines peut aider dans le processus et renforcer le mouvement contre le chômage.

Le Plan a permis de démontrer les capacités des ouvriers de planifier leur avenir et de lutter concrètement pour conserver leurs emplois.

Bien que la compagnie n'ait pas voulu appliquer ce plan, qu'elle a refusé en mars 76, elle a dû tenir compte de la grande combativité des ouvriers et limiter les mises-à-pied. Depuis, plusieurs projets soumis par les travailleurs ont reçu un bon accueil ailleurs et sont en voie de réalisation. L'impact de cette démarche a rapidement débordé le complexe aérospatial de Lucas, pour inspirer d'autres syndicats en Angleterre (Vickers, C.A. Parsons GEC) et ailleurs dans le monde, comme la SAAB en Suède.

Des emplois pour la paix? C'est faisable. Il n'y a que le lobby militaire et ceux qui en profitent qui ont intérêt à maintenir le mythe que toute réduction des dépenses militaires entraînerait une augmentation du chômage.

# J'EN VEUX UN...

# RIEN QU'UN

Imaginez les «folies» qu'on pourrait faire avec l'argent d'un seul F-18.

62 millions pour :

- financer pendant un an l'augmentation du salaire minimum de 4.00 \$ à 4.50 \$ l'heure pour plus de 50,000 travailleuses et travailleurs
- construire 1,200 logements et créer 1,140 emplois directs et indirects
- doubler le budget de l'université du Québec à Trois-Rivières

Tentez de faire le calcul pour

- l'amélioration du régime de prêts et bourses
- la parité de l'aide sociale pour les jeunes de moins de 30 ans
- la gratuité scolaire complète

Cherchez «d'autres folies» qu'on pourrait faire avec l'argent d'un F-18.

# FINIES LES FOLIES!

Ce qu'on peut faire.

D'abord écarter l'éternelle question :

«Mais qu'est-ce que je peux y faire?»

En s'informant.

Puis poser un premier geste :

- en participant à la MANIFESTATION «UN F-18 POUR LA PAIX» LE 19 OCTOBRE 1985.
- en y emmenant trois ami-e-s avec toi.
- en participant dans son cepeg aux activités entourant les MANIFESTATIONS DU 19 OCTOBRE.



Parce qu'un F-18 pour la paix, ce n'est pas trop

Parce que la folie est dans l'air et qu'elle nous guette

Nous devons y mettre fin!

Le 19 octobre, nous participerons aux activités pour la paix à :

- Baie-Comeau et Hauterive. tél.: 589-2608 ou 589-9824
- Saguenay et Lac St-Jean, tél.: 549-3334
- Trois-Rivières, tél.: 378-5419
- Rimouski, tél.: 723-7811
- Montréal, tél.: 598-2401
- Québec, tél.: 647-5700
- Hull, tél.: 771-7447 ou 776-5506
- Sherbrooke, tél.: 566-8595
- Rouyn, tél.: 825-6137

FNEEQ



La Fédération nationale des  
Enseignantes et Enseignants  
du Québec.

